

1985, chapitre 14
LOI SUR LES MESUREURS DE BOIS

Projet de loi 26

présenté par M. Jean-Pierre Jolivet, ministre délégué aux Forêts

Présenté le 26 mars 1985

Principe adopté le 2 mai 1985

Adopté le 19 juin 1985

Sanctionné le 20 juin 1985

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 1^{er} septembre 1985: aa. 1 à 46

G.O., 1985, Partie 2, p. 5479

Loi remplacée:

Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12)





CHAPITRE 14

Loi sur les mesureurs de bois

[Sanctionnée le 20 juin 1985]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION I

APPLICATION

Application
de la loi

1. La présente loi s'applique à une personne qui effectue le mesurage de tout bois coupé sur une terre du domaine public y compris un arbre tronçonné, ébranché, sans houppier ou réduit en copeaux.

Mesurage
sur domaine
publié

2. Seul un mesureur de bois, titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi, est autorisé à effectuer le mesurage du bois coupé sur une terre du domaine public.

Normes de
mesurage

Il doit le faire conformément aux normes adoptées en vertu de la Loi sur les terres et forêts (L.R.Q., chapitre T-9).

Mesurage
sur terre
privée

3. La présente loi s'applique en outre à un mesureur de bois, titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi, qui effectue le mesurage du bois coupé sur une terre privée.

Normes de
mesurage

Il doit effectuer ce mesurage conformément aux normes contenues, le cas échéant, dans un contrat relatif à ce bois.

SECTION II

FONCTIONS ET POUVOIRS DU MESUREUR DE BOIS

Détermina-
tion de la
quantité de
bois

4. Un mesureur de bois détermine la quantité de bois coupé sur les terres du domaine public ou, le cas échéant, sur une terre privée, et effectue les opérations nécessaires à cette fin.

Droit de passage **5.** Un mesureur de bois peut, dans l'exercice de ses fonctions, entrer et passer sur une terre privée.

Carte d'identité Il doit, sur demande, produire une carte d'identité attestant sa qualité.

SECTION III

BUREAU D'EXAMINATEURS DES MESUREURS DE BOIS

Composition **6.** Le gouvernement établit un Bureau d'examineurs des mesureurs de bois composé de trois membres dont un examinateur en chef.

Direction Ce Bureau est dirigé par l'examineur en chef.

Mandat **7.** Les membres du Bureau sont nommés par le gouvernement pour un mandat de trois ans; deux d'entre eux sont choisis parmi le personnel de la fonction publique et un troisième parmi les personnes recommandées par l'Association des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec.

Fonctions **8.** Les membres du Bureau demeurent en fonction, malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

Absence **9.** En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre, le ministre responsable de l'application de la présente loi peut, aux conditions qu'il détermine et de la manière prévue à l'article 7, nommer une personne pour assurer l'intérim.

Taitement et indemnités **10.** Le gouvernement détermine suivant le cas, le traitement, les allocations, les indemnités ou les autres conditions de travail des membres du Bureau.

Nomination et rémunération **11.** Les employés du Bureau sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).

Autorité de la signature **12.** La signature de l'examineur en chef donne autorité à tout document du ressort du Bureau.

Signature requise **13.** Aucun acte, document ou écrit n'engage le Bureau, s'il n'est signé par l'examineur en chef.

Appareil automatique **14.** Le gouvernement peut par règlement publié à la *Gazette officielle du Québec* permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature soit

apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Fac-similé

Le gouvernement peut pareillement permettre qu'un facsimilé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine. Le facsimilé doit être authentifié par le contreseing d'une personne autorisée par l'examineur en chef.

Authenticité
des docu-
ments

15. Un document ou une copie d'un document provenant du Bureau ou de ses archives, signé et certifiée conforme par l'examineur en chef est authentique.

Fonctions
du Bureau

16. Le Bureau a notamment pour fonctions:

1° d'élaborer un programme d'examens et de tenir des séances d'examens pour les personnes qui désirent obtenir un permis de mesureur de bois;

2° de délivrer des permis aux personnes jugées aptes à exercer les fonctions de mesureur de bois;

3° de tenir des séances d'examens afin de vérifier, lorsqu'il le juge opportun, la compétence de titulaires de permis de mesureur de bois;

4° de tenir à jour un registre des titulaires de permis de mesureur de bois.

SECTION IV

PERMIS

Permis
requis

17. Une personne ne peut exercer les fonctions de mesureur de bois au sens de la présente loi, sans être titulaire d'un permis délivré par le Bureau.

Exigences à
l'obtention
d'un permis

18. Le Bureau délivre un permis de mesureur de bois à toute personne qui:

1° satisfait aux conditions prévues et acquitte les droits fixés par règlement du gouvernement;

2° subit avec succès les examens élaborés par le Bureau pour l'obtention du permis.

Suspension
ou révoca-
tion

19. Le Bureau peut suspendre ou révoquer un permis si son titulaire:

1° ne remplit plus les conditions prévues par règlement du gouvernement pour l'obtention du permis;

2° échoue à un examen prévu au paragraphe 3° de l'article 16;

3° est trouvé coupable d'une infraction à la présente loi;

4° ne respecte pas, lors du mesurage de bois coupé sur une terre du domaine public, les normes de mesurage adoptées en vertu de la Loi sur les terres et forêts;

5° ne respecte pas, lors du mesurage de bois coupé sur une terre privée, les normes de mesurage contenues dans un contrat relatif à ce bois.

Audition **20.** Le Bureau doit, avant de suspendre ou de révoquer un permis, donner à son titulaire l'occasion de faire valoir son point de vue.

Effet **21.** La révocation ou la suspension d'un permis a effet à compter de la date de sa signification au titulaire du permis.

Appel **22.** Le mesureur de bois dont le permis est suspendu ou révoqué peut interjeter appel de la décision du Bureau devant la Cour provinciale.

Signification **23.** L'appel est interjeté par requête signifiée au Bureau.

Dépôt au greffe Cette requête doit être déposée au greffe de la Cour provinciale du district judiciaire où l'appelant a son domicile ou son établissement, dans les 30 jours qui suivent la réception par l'appelant de la décision du Bureau.

Transmission du dossier **24.** Dès la signification de cette requête, le Bureau transmet à la Cour provinciale le dossier relatif à la décision qui fait l'objet de l'appel.

Urgence **25.** L'appel est entendu et jugé d'urgence.

Décision **26.** Sous réserve de toute preuve additionnelle qu'il peut exiger, le tribunal rend sa décision sur le dossier qui lui est transmis par le Bureau, après avoir permis aux parties de faire valoir leur point de vue.

Exécution non suspendue **27.** L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision du Bureau à moins que le tribunal n'en décide autrement.

Décision définitive **28.** La décision de la Cour provinciale est sans appel.

Règles de pratique **29.** La Cour provinciale peut, de la manière prévue par l'article 47 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), adopter les règles de pratique jugées nécessaires à l'application de la présente section.

SECTION V

RÉGLEMENTATION

Règlements
du gouver-
nement**30.** Le gouvernement peut, par règlement:

1° déterminer les conditions de délivrance d'un permis de mesureur de bois;

2° déterminer la forme et la teneur du permis de mesureur de bois;

3° déterminer la forme, la teneur et les conditions de délivrance de la carte d'identité d'un titulaire de permis;

4° prescrire les droits exigibles d'une personne qui subit un examen ainsi que ceux exigibles pour la délivrance d'un permis de mesureur de bois ou d'une carte d'identité ou pour la délivrance d'un duplicata de ceux-ci.

Règles de
régie
interne**31.** Le Bureau peut adopter les règles nécessaires à sa régie interne et à la conduite de ses affaires.

Approbation

Ces règles sont soumises à l'approbation du gouvernement et elles entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Entrée en
vigueur**32.** Un règlement, adopté en vertu de la présente section, entre en vigueur le dixième jour qui suit celui de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qu'il indique.

SECTION VI

DISPOSITIONS PÉNALES

Infraction

33. Commet une infraction, toute personne qui:

1° donne faussement lieu de croire, par le titre ou la désignation qu'elle se donne ou autrement, qu'elle est titulaire d'un permis de mesureur de bois délivré en vertu de la présente loi;

2° exerce les fonctions de mesureur de bois au sens de la présente loi sans être titulaire du permis de mesureur de bois prévu à cette fin.

Frais et
amende**34.** Toute personne qui contrevient à l'une des dispositions de l'article 33 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 200 \$ à 500 \$.

Poursuites

35. Toute poursuite est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15).

SECTION VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

- c. M-12, remp. **36.** La présente loi remplace la Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12).
- Bureau d'examineurs remplacé **37.** Le Bureau d'examineurs des mesureurs de bois institué par la Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12) est remplacé par le Bureau d'examineurs des mesureurs de bois institué par la présente loi.
- Affaires continuées Les affaires pendantes au premier Bureau sont continuées et décidées par celui institué par la présente loi.
- Fonctions continuées **38.** Un membre du Bureau d'examineurs des mesureurs de bois en fonction le 31 août 1985 demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau de la manière prévue à l'article 7.
- Dossiers continués **39.** Les dossiers et les autres documents du Bureau d'examineurs des mesureurs de bois institué par la Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12) deviennent les dossiers et les documents du Bureau d'examineurs des mesureurs de bois institué par la présente loi.
- Permis continué **40.** Une personne titulaire d'un permis de mesureur de bois délivré en vertu de la Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12) est réputée être titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi.
- Dispositions continuées en vigueur **41.** Toute disposition d'un règlement, d'un arrêté en conseil ou d'un décret adopté en vertu de la Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12) demeure en vigueur, dans la mesure où elle est compatible avec la présente loi jusqu'à ce qu'elle soit abrogée, remplacée ou modifiée par un règlement ou un décret adopté en vertu de la présente loi.
- Renvoi **42.** Tout renvoi à la Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12) ou à l'une de ses dispositions est censé être un renvoi à la présente loi ou à la disposition correspondante de la présente loi.
- Sommes requises **43.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises, pour l'exercice financier 1985-1986, sur le fonds consolidé du revenu dans la mesure que détermine le gouvernement.
- Ministre responsable **44.** Le gouvernement désigne le ministre responsable de l'application de la présente loi.

Effet
d'exception

45. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur

46. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.